

REÇU LE

12 AVR. 2023

D.R.E.A.L S.C.T.E

Biard, le 06 avril 2023

Monsieur le Préfet de la Région Pays de la Loire
DREAL Paus de la Loire
5 rue Françoise Giroud
44263 NANTES

Objet : Recours administratif préalable obligatoire contre de l'arrêté du 6 février 2023 qui soumet le projet de volières photovoltaïques à étude d'impact par LRAR

Monsieur le Préfet,

Par courrier reçu le 7 février 2023, vous avez notifié à Monsieur Philippe JEHAN l'arrêté portant décision de soumission du projet de construction sur la commune de Chatillon-sur-Colmont (, lieux-dits « Le Grattoir » et « le Passoir » d'une volière d'une surface totale de 22.476m² équipée de modules photovoltaïques à une étude d'impact environnemental dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article L.122-1, R.122-2 et R.122-3 du code de l'environnement.

Vous avez rendu cette décision aux motifs que le projet aura un impact sur des éléments arborés, sur la zone humide, sur la perméabilité des sols, sur les risques de nuisances du projet visà vis des tiers.

Pièce n°1 - Arrêté du 6 février 2023

Par le présent courrier, j'entends former un recours administratif préalable obligatoire conformément aux dispositions de l'article R.122-3 du code de l'environnement contre votre décision, car en plusieurs occurrences, vous adoptez une présentation incomplète des données des projets en ce que vous n'examinez pas dans leur intégralité les informations communiquées sur ceux-ci afin d'apprécier si les projets sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine.

Monsieur JEHAN estime que le projet de construction de volière ne remplit pas les conditions énoncées à l'article R.122-3-1 du code de l'environnement et que le Préfet commet une erreur d'appréciation en soumettant le projet à une étude d'impact et ce pour les motifs ci-après exposés.

Aussi, je souhaite que vous dispensiez ces projets d'évaluation environnementale après examen de l'ensemble des informations complémentaires exposées ci-dessous.

I. SUR LA CONSERVATION ET L'AJOUT DE HAIES BOCAGERES

A- La conservation des haies bocagères

Vous estimez que le projet de construction qui constitue une emprise fermée est susceptible d'impacter des éléments arborés, et avoir des incidences potentielles sur la faune mais qu'à défaut d'étude d'impact

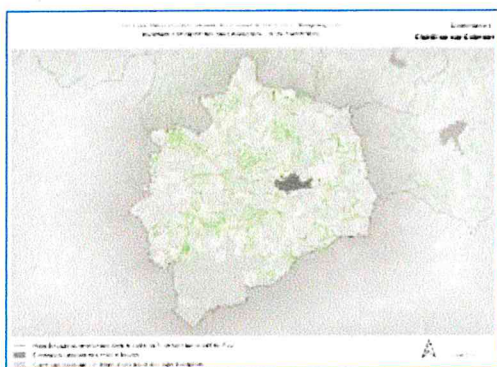
DS
TM

nous ne pouvons analyser le niveau d'enjeu. Tel n'est pas le cas en considération des informations complémentaires ci-dessous.

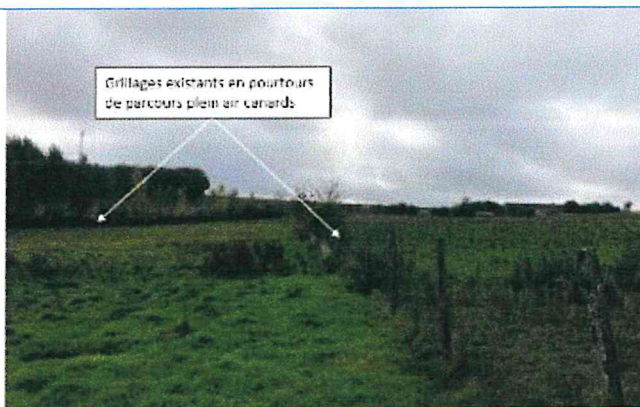
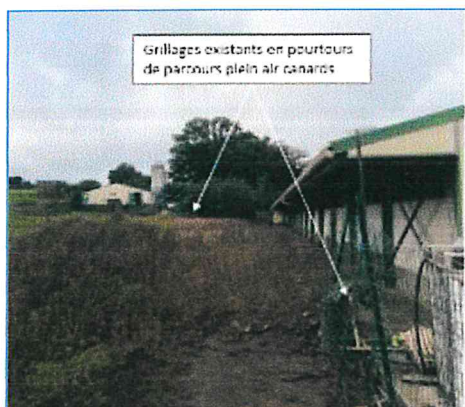
Il est prévu dans le projet de construction de conserver les trois haies bocagères identifiées à protéger dans le PLUI du Bocage Mayennais à proximité des parcours de canards de Monsieur JEHAN.

Comme indiqué plus en détails par la suite nous conservons ces haies et proposons de renforcer certains arbres épars en dehors du parcours de canards et non considérés comme des haies à protéger.

Vous trouverez ci-dessous deux plans permettant de situer la localisation des haies bocagères conservées par rapport au projet de construction envisagé.



Il est ici rappelé que la parcelle cadastrée section YP numéro 132 sur lequel se situe le projet de construction de volières avec modules photovoltaïques est déjà composé de deux parcours plein air de canards pékin fermés par des grillages en pourtour et sans éléments arborés sur ces parcours directement (CF photos) :



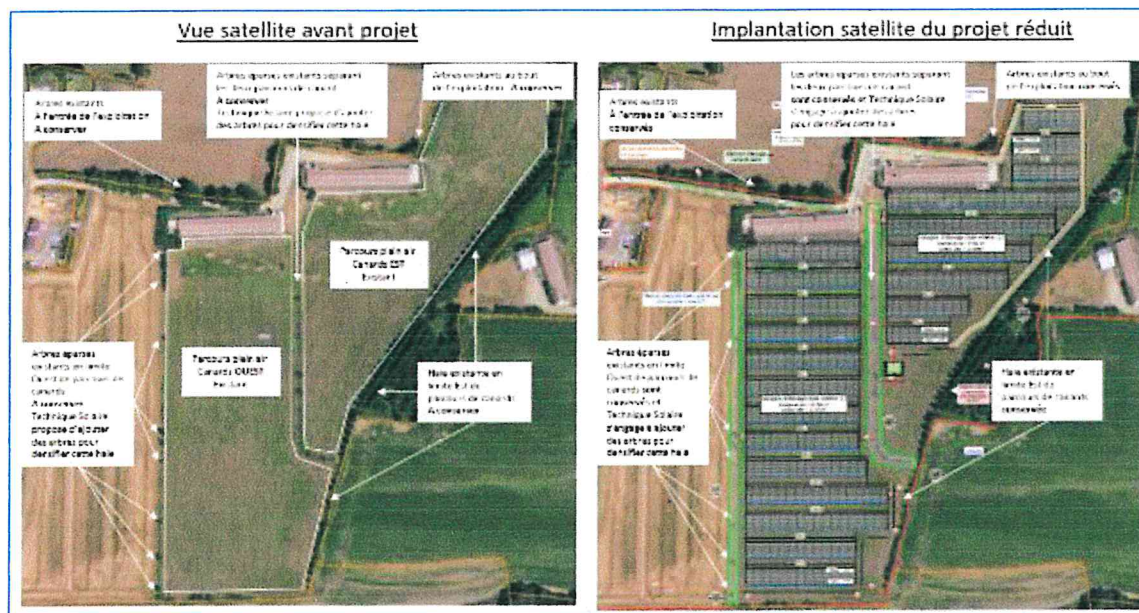
La haie séparant actuellement les deux parcours plein air sera conservée dans le cadre de ce projet de construction. **Technique Solaire s'engage à ajouter des arbres d'essences locales afin de densifier cette haie si cela est souhaitable.**

Les arbres existants à l'entrée de l'exploitation au Nord-Ouest du chemin d'accès existant seront conservés de même que des arbres existants au bout du chemin d'accès à l'exploitation au Nord-Est seront conservés.

Les arbres épars existants en limite Ouest de parcours de canards seront conservés.

Technique Solaire s'engage à ajouter des arbres d'essences locales afin de densifier ces arbres et en faire une haie si cela est souhaitable.

La haie existante à l'Est de ces parcours et représentant une limite naturelle avec les parcours de poulets du lieu dit « Passoir » sera conservée dans le cadre de ce projet.



En l'espèce, le projet de construction ne vient pas modifier l'implantation actuelle des haies bocagères et propose même d'ajouter des haies.

Les éléments fournis suffisent pour apprécier et caractériser le niveau d'enjeu sur l'impact potentiel sur les haies.

Compte tenu de ces éléments, l'arrêté commet une erreur d'appréciation en soumettant le projet de construction d'une volière photovoltaïque à étude d'impact.

B- L'absence de modification des surfaces grillagées

Vous estimez que le projet projet de volières constituera une emprise fermée (grillage) de surface conséquente contrairement à l'existant. Tel ne n'est pas le cas en considération des informations complémentaires ci-dessous.

La parcelle cadastrée section YP numéro 132 sur lequel se situerait le projet de volières est déjà composé de deux parcours plein air de canards pékin fermés par des grillages en pourtour.

Technique Solaire s'engage à utiliser des grillages de mêmes mailles que le grillage existant afin de ne pas modifier l'existant.

L'ajout de filets tendus entre ces grillages en pourtour et les tables photovoltaïques est destiné à améliorer la biosécurité et réduire le risque de contamination entre volatiles externes à l'élevage et les canards de M Jehan.

Ces filets auraient une maille classiquement utilisée pour ce type d'élevage (comprise entre 40 et 60 mm).



Compte tenu de ces éléments, l'arrêté commet une erreur d'appréciation en soumettant le projet de construction d'une volière photovoltaïque à étude d'impact.

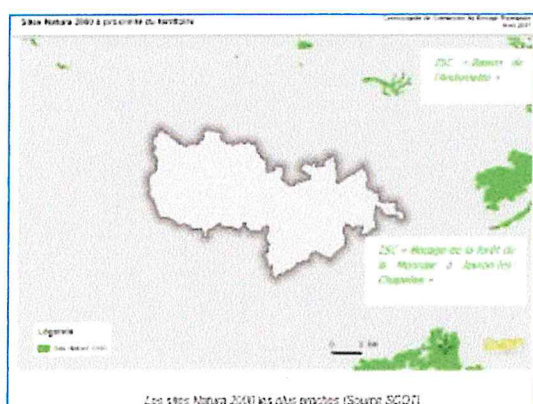
C- L'absence de nécessité d'un inventaire faunistique pour le projet

Vous estimez qu'en l'absence d'inventaire faunistique, les éléments fournis ne permettent pas d'évaluer les incidences potentielles sur la faune (avifaune, chiroptères, ...). Tel ne n'est pas le cas en considération des informations complémentaires ci-dessous.

1) La parcelle cadastrée YP n°132 n'est pas située dans une zone Natura 2000

La parcelle faisant l'objet du projet de construction n'est pas située dans un site Natura 2000. Selon le rapport Environnemental PCAET – CCBM disponible sur [à cet emplacement](#), aucun site Natura 2000 ne concerne le territoire. La vallée de la Mayenne traversant le territoire relie le Bocage Mayennais aux sites Natura 2000 les plus proches. Ils sont situés à plusieurs kilomètres du projet de volières.

En effet, les zones sensibles les plus proches sont des zones Natura 2000 à plus de 20 kilomètres de distance (SITE NATURA 2000 DIRECTIVE HABITATS Identifiant : FR5202007 Nom : Bocage de Montsûrs à la forêt de Sillé-le-Guillaume ET SITE NATURA 2000 DIRECTIVE OISEAUX Identifiant : FR5212012 Nom : Corniche de Pail, forêt de Multonne).



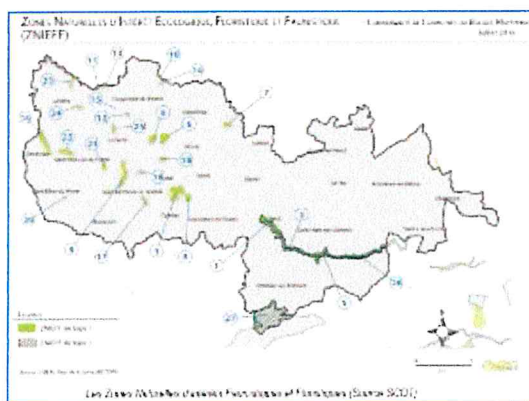
Le projet de construction de volière de Monsieur Philippe JEHAN ne peut pas avoir d'incidences sur les zones énoncées ci-dessus.

2) La parcelle cadastrée YP n°132 n'est pas située dans une ZNIEFF

Le territoire de la Communauté de Communes de Bocage Mayennais est concerné par 25 ZNIEFF de type 1 et 2 ZNIEFF de type 2.

Les ZNIEFF de type 1 sont principalement localisées sur la partie Ouest du territoire et concernent essentiellement les cours d'eau principaux dans le bocage. Les ZNIEFF de type 2 se trouvent dans la vallée à l'Est et concernent la rivière de La Colmont ainsi qu'une partie de la Forêt de Mayenne au Sud du territoire.

La zone sensible la plus proche est une zone de type ZNIEFF 2 (ZNIEFF DE TYPE 2 Identifiant : 520005844 Nom : FORET DE MAYENNE) et est située au Sud Est de la parcelle cadastrée section YP n°132 à une distance de plus de 1,7 km.



Le projet de construction de volière de Monsieur Philippe JEHAN ne peut pas avoir d'incidences sur les zones énoncées ci-dessus.

3) La parcelle cadastrée YP n°132 n'est pas située dans un réservoir de biodiversité ou de corridors écologiques

Le rapport environnemental ci-dessus nommé repertorie un atlas de la Trame Verte et Bleue à l'échelle de la région Pays de la Loire.

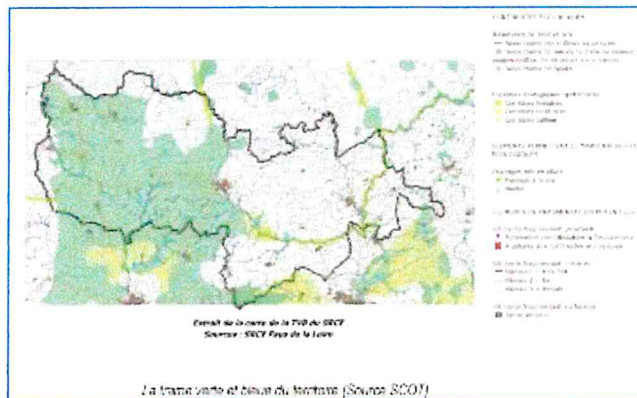
Il identifie la partie Ouest du territoire comme un vaste réservoir de biodiversité en sous-trame bocagère, reprenant l'unité des Marches de Bretagne, ainsi que quelques ensembles de sous-trame bocagère ponctuant la vallée au Nord et à l'Est.

Ces ensembles se basent sur une densité du bocage particulièrement importante. De même, l'ensemble boisé correspondant à la forêt de Mayenne au Sud est identifié en tant que réservoir de sous-trame boisée. De plus, les cours d'eau principaux du territoire sont qualifiés de réservoirs en lien avec la sous-trame des milieux aquatiques.

Le terrain sur lequel se situe le projet de construction de volières n'est pas concerné par des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques.

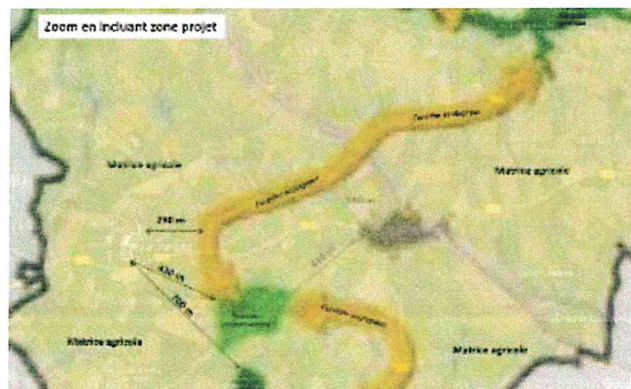
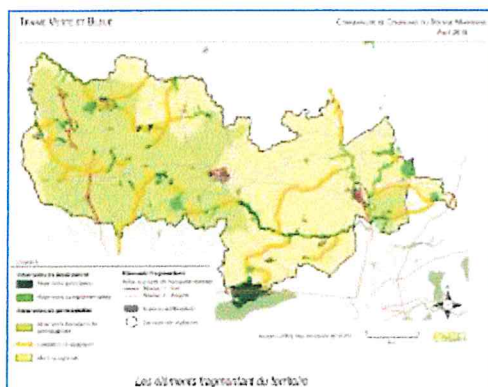
DS
TM

Le projet de construction de volière de Monsieur Philippe JEHAN ne peut pas avoir d'incidences sur les zones énoncées ci-dessus.



Le rapport précise que la parcelle cadastrée section YP n°132 est situé dans la matrice agricole (couleur jaune du scéma ci-dessous) mais en dehors de réservoirs de biodiversité ou de perméabilité ou de secteurs de vigilance, à savoir :

- 230 m de distance par rapport à un corridor écologique
- 430 m de distance par rapport à un réservoir complémentaire
- 700 m de distance par rapport à un réservoir principal.



En vertu de l'annexe de l'article R.122-3-1 du code l'environnement, l'inventaire faunistique n'est pas un élément obligatoire à la demande de cas par cas.

En l'espèce, la parcelle faisant l'objet du projet de construction de volière de Monsieur Philippe JEHAN n'est située dans aucun périmètre de protection règlementaire ni dans aucun zonage écologique reconnu.

Compte tenu de ces éléments, l'arrêté commet une erreur d'appréciation en soumettant le projet de construction de volière de Monsieur Philipp JEHAN à étude d'impact.

II. SUR L'IMPLANTATION DES POTEUX METALLIQUES ET DES SENTIERS D'ACCES

Vous soumettez le projet de construction de volière avec modules photovoltaïques au motif que la parcelle cadastrale section YP n°132 est selon la carte pédologique du Conseil Départemental de la

DS
TM

Mayenne située en zone humide et que cette zone sera impactée par des poteaux métalliques supportant la couverture photovoltaïque et des sentiers d'accès.

Or, deux études réalisées par deux bureaux d'études indépendants et postérieurement à la carte pédologique du département qui détermine les emplacements de zones humides, indiquent que la parcelle cadastre section YP n°132 se situe en dehors de zones humides.

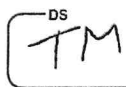
Pièce n°2 : Etude réalisée par le bureau AGGRA
Pièce n°3 : Etude réalisée par le bureau AQUASCOP

Le Rapport environnemental PCAET – CCBM précédemment cité, indique en page 39 qu' « *un inventaire des zones humides fonctionnelles a été réalisé en 2013 par le bureau d'études Aquascop sur 18 communes* » dont celle de Chatillon-sur-Colmont. Cette étude a été réalisée également sur le terrain sur lequel se situerait le projet de volières photovoltaïques. Les méthodologies utilisées par les bureaux d'études suivent les procédures habituelles pour ce genre d'études (relevés sur site, carottage etc).

Cet inventaire définit les zones humides comme étant des « espaces de transition entre la terre et l'eau, constituent un patrimoine exceptionnel en raison de leur richesse biologique et de leur rôle important pour la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau. Consciente de l'importance de ces milieux et la régression inquiétante de leur superficie, la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant de la Mayenne a inscrit la préservation des zones humides comme un des enjeux majeurs pour le bassin. Elles demandent donc que des inventaires communaux des zones humides soient réalisés. De plus, dans le cas où la commune possède un document d'urbanisme, les zones humides devront y être intégrées. »

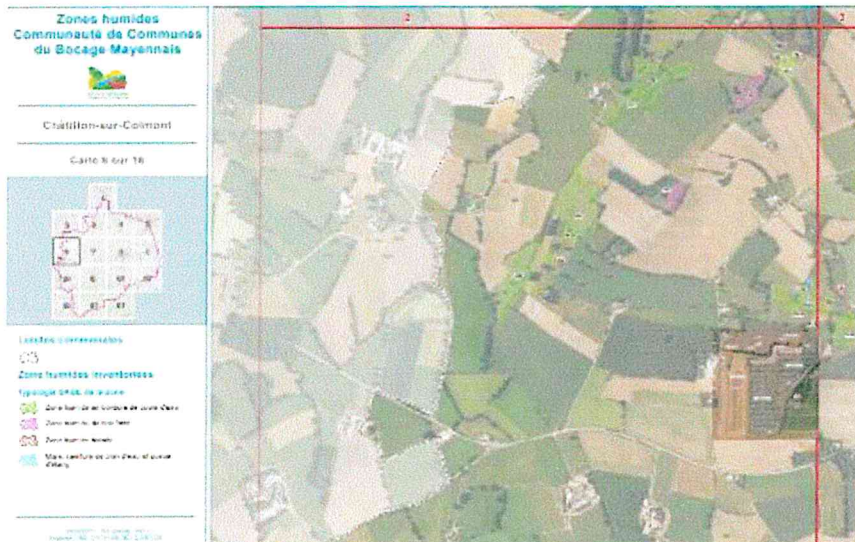
L'inventaire évoque également la pratique de la photo-interprétation qui « *permet généralement de percevoir des zones humides de taille notable, dès lors que l'humidité du sol est durable (la période de prise de vue influe donc sur la perceptibilité)* ».

En complément de l'étude de AGGRA demeurée ci-annexée, vous trouverez ci-dessous une superposition de plans entre un extrait d'une carte de prélocalisations des zones humides issue de l'étude réalisée par AQUASCOP en 2013 (site de la CdC Bocage Mayennais) avec l'implantation du projet de construction de volière avec modules photovoltaïques.





En superposant avec les plans du projet, on voit que le projet évite les zones humides identifiées par Aquascop :



Vous trouverez ci-dessous un plan de masse qui vous permet d'apprécier l'emprise de la zone humide et l'implantation des poteaux (en rouge sur le schéma). Vous constaterez que ni les poteaux ni les chemins d'accès empierrés n'ont d'impact sur les zones humides.



- Nombre de poteaux estimatif (Volière ouest) : 122u
Surface d'emprise au sol des poteaux (volières ouest) = $122 \times 0,32 \text{ m}^2 = 39,04 \text{ m}^2$
 - Nombre de poteaux estimatif (Volière est) : 80u
Surface d'emprise au sol des poteaux (volières ouest) = $80 \times 0,32 \text{ m}^2 = 25,6 \text{ m}^2$
- Nombre total de poteaux (volières Est + Ouest) = 202
Surface d'emprise totale des poteaux (volières Est + Ouest) = $64,64 \text{ m}^2$
- Surface du chemin empierré : $6\,382 \text{ m}^2$

La nouvelle version réduite du projet de cette volière photovoltaïque concerne désormais que les deux parcours existants de canards avec au total une surface utile du projet de $34\,886 \text{ m}^2$. Il n'y aura pas d'emprise au sol sur les zones humides détectées par AGGRA et les poteaux sous les ombrières photovoltaïques seront des poteaux centraux tous les 10 mètres en partant des extrémités des structures et des poteaux en extrémité lorsque les longueurs ne sont pas multiples de 10m. Les dimensions des platines de pieds de poteaux font en général $800 \times 400 \text{ mm}$ (=ce qui à peu d'incidence sur le terrain. Pour les chemins empierrés seront réalisés des chemins de 5 mètres de large et 50 cm de profondeur comblé par du petit caillou type gravier.



Photos chemins empierrés et platines poteaux sur volières photovoltaïques

Compte tenu de ces éléments, l'arrêté ne peut donc affirmer sans commettre une erreur de fait que l'emplacement des poteaux métalliques impacte une zone humide et soumet le projet de construction de volière de Monsieur Philipp JEHAN à étude d'impact.

III. SUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

Vous reprochez au projet que les tests de perméabilité des sols réalisés concluent à une infiltration du site considérée comme médiocre à faible et que le pétitionnaire ne justifie pas d'une perméabilité des sols permettant d'assurer l'entière gestion des eaux pluviales par le dispositif des fossés drainants et que dans le cas de sols peu filtrant il conviendra de retenir des solutions alternatives ou complémentaires à la gestion des eaux pluviales.

DS
TM

En vertu des articles L214-1 et suivants du code de l'environnement, un dossier de demande d'autorisation environnementale sera réalisé dans le cadre de la demande de permis de construire.

Vous trouverez ci-joint la notice sur la gestion des eaux pluviales.

Pièce jointe n°4 Notice sur la gestion des eaux pluviales

Ce considérant est inopérant pour soumettre un projet à étude d'impact au « cas par cas ».

Compte tenu de ces éléments, l'arrêté commet une erreur d'appréciation en soumettant le projet de construction d'une volière photovoltaïque à étude d'impact.

IV. SUR LA DISTANCE DU PROJET VIS-A-VIS DES TIERS

Vous reprochez au projet que l'implantation de la volière ne respecte pas la distance réglementaire vis-à-vis des tiers, qu'il existe des risques de nuisances du projet vis-à-vis des habitations riveraines et que les impacts cumulés avec d'autres installations doivent être pris en compte.

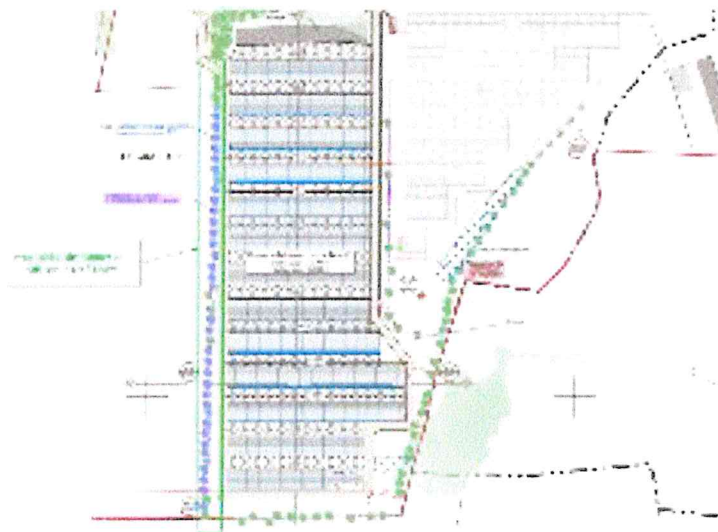
En vertu de l'article 2.1.2 de l'annexe I du décret du Arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111, la règle qui s'applique concernant la distance à respecter par rapport aux habitations des tiers et la suivante :

« Pour les volières où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal-équivalent par mètre carré, la distance de 100 mètres du 2.1 est réduite à 50 mètres. Les autres distances du 2.1 s'appliquent. »

En l'espèce, l'élevage de Monsieur JEHAN est soumis à déclaration dans la réglementation des ICPE car il élève moins de 30 000 animaux équivalent.

D'une part, l'élevage est actuellement existant, il n'y aura donc pas de gêne auditive supplémentaire.

D'autre part, afin de réduire les éventuelles nuisances visuelles des propriétaires des parcelles voisines, des arbres seront planter pour regarnir les haies en pourtour OUEST du projet (cf Schéma ci-dessous).



DS
TM

Compte tenu de ces éléments, l'arrêté commet une erreur manifeste d'appréciation en soumettant le projet de construction d'une volière photovoltaïque à étude d'impact.

V. SUR L'INTEGRATION PAYSAGERE

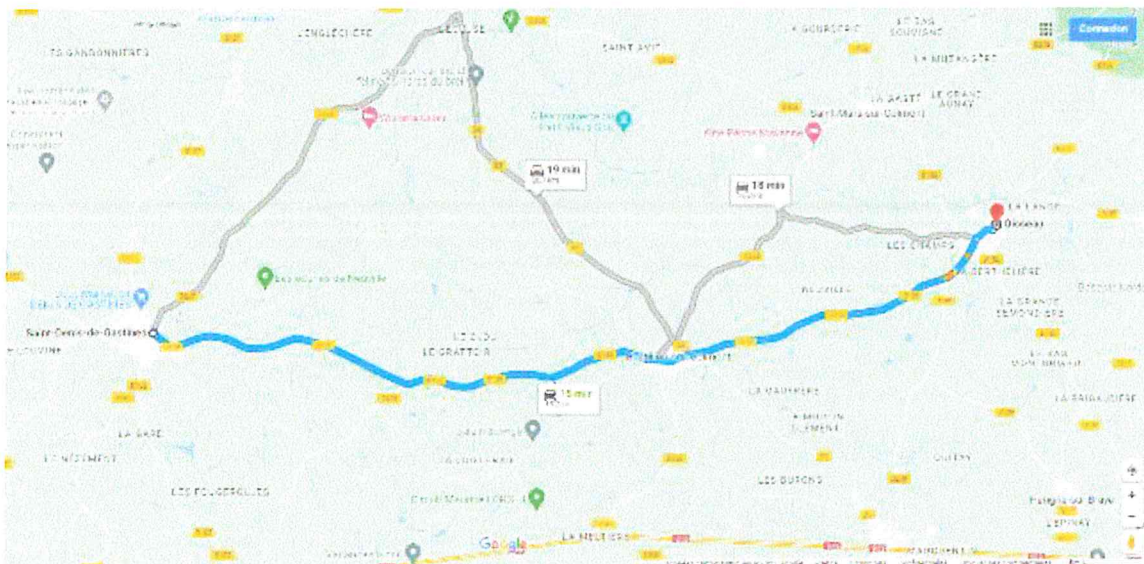
Enfin, vous considérez qu'il existe un enjeu d'intégration paysagère du projet au regard de ses dimensions, de son site d'implantation et de la proximité avec des riverains.

Or, d'une part, TECHNIQUE SOLAIRE se propose néanmoins pour réduire les éventuelles nuisances visuelles de planter des arbres pour regarnir les haies en pourtour OUEST (cf infra).

D'une autre part, le risque de nuisance visuelle est limité dû à la topographie du lieu.

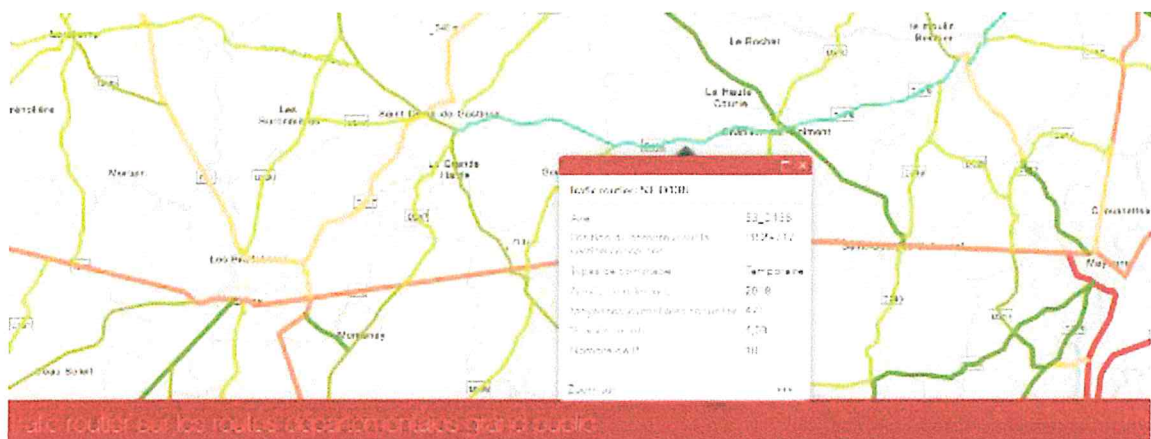
En effet, concernant la co-visibilité depuis la route D138 au sud de l'exploitation, il n'y a en réalité que quelques secondes de covisibilité depuis la route au sud. Il y aura certes une covisibilité pour les usagers de la route qui ne peut être atténuée par une haie en raison de la topographie du lieu, cependant cette covisibilité dure moins de 10 secondes lorsque les usagers roulent à une vitesse adaptée, ce qui est une durée raisonnable.

Le trafic routier sur cet axe routier concerne principalement des résidents de Chatillon-sur-Colmont qui se rendraient à Saint-Denis-de-Gastines et inversement. La durée moyenne d'un trajet entre ces deux localités est de 15 minutes. Une gêne visuelle de moins de 10 secondes auraient donc un effet limité. Le nombre moyen de passage journalier en 2018 était de 472¹.

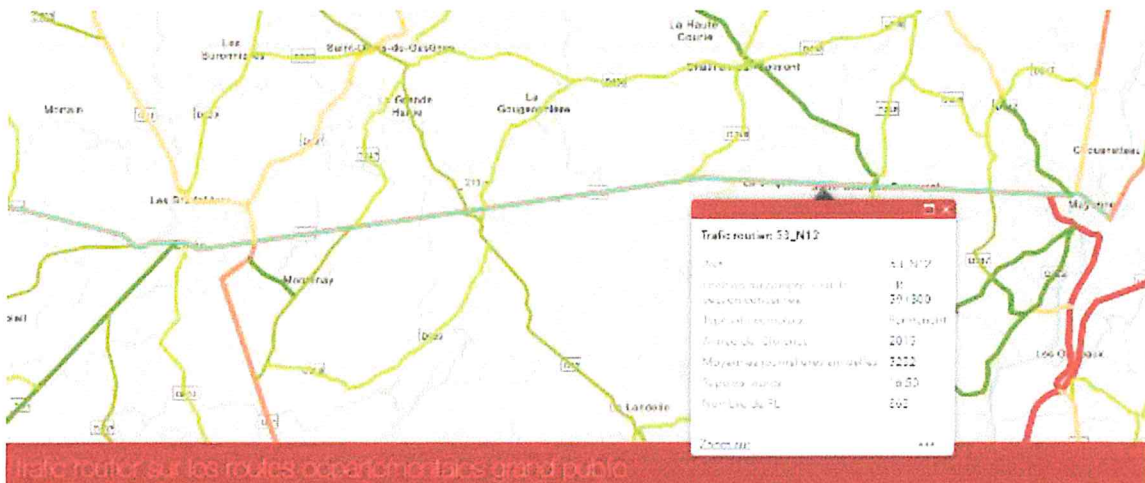
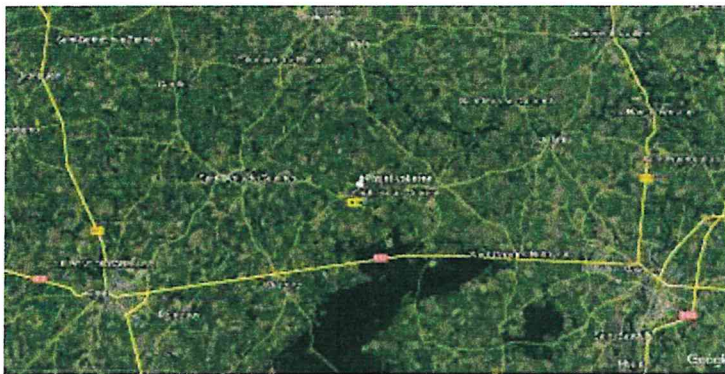


¹ Lien de la référence :

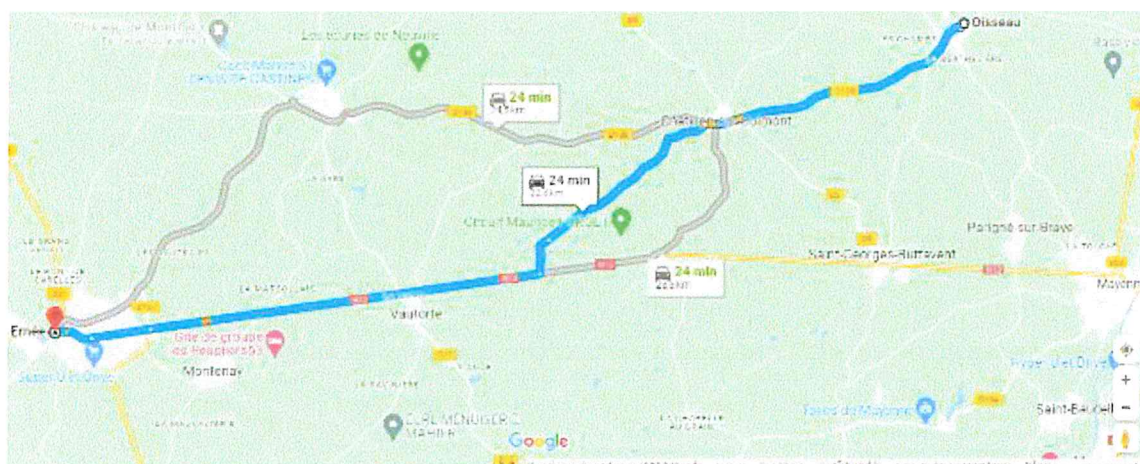
<https://maycarto.lamayenne.fr/portal/apps/webappviewer/index.html?id=a3662e899f5c4f079d712520ecac9dfe>



Le trafic routier de la zone emprunte plus régulièrement d'autres axes routiers comme la Nationale 12 située à moins de 3 km au sud et ne passe donc pas devant le projet. Le nombre moyen de passage journalier en 2015 était de 5232.

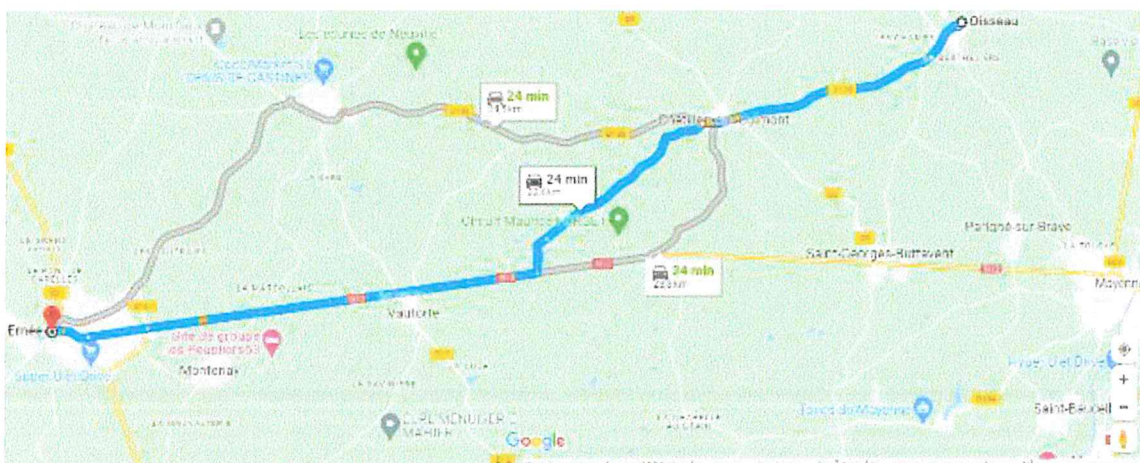


Exemple de l'itinéraire privilégié pour le trajet OISSEAU – ERNEE :



Cet itinéraire ne passe pas devant le projet.

Exemple de l'itinéraire privilégié pour le trajet SAINT-DENIS DE GASTINES – MAYENNE :

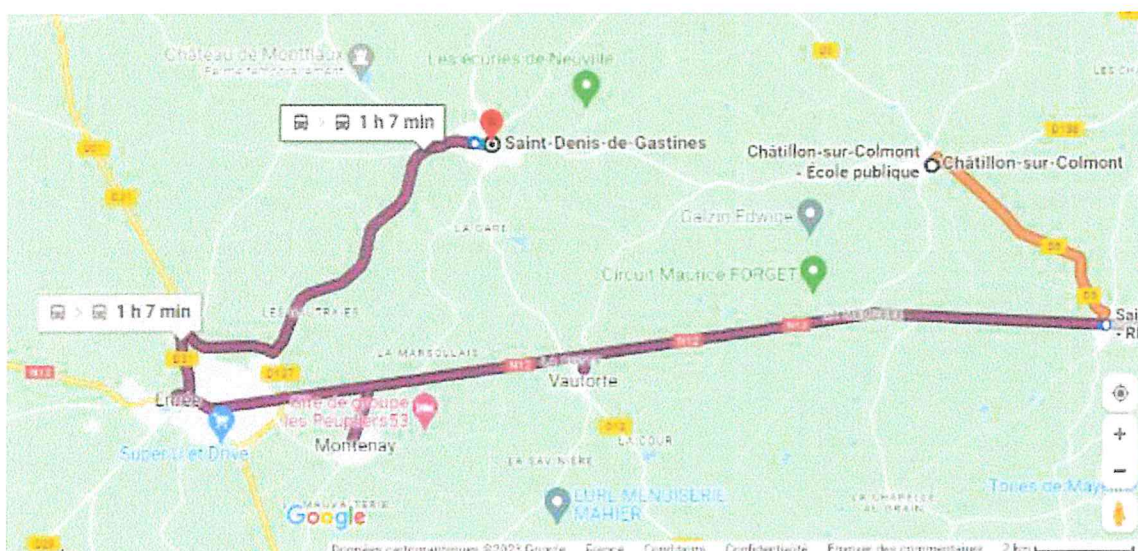
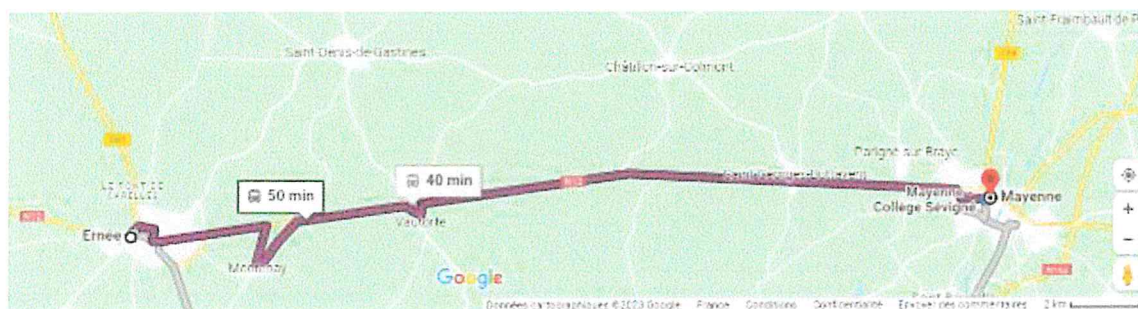


Cet itinéraire ne passe pas devant le projet.

Le trafic routier le plus dense de la zone se concentre sur la nationale 12 entre les villes de Mayenne et Ernée et ne passe donc pas devant le projet.

Les usagers de la route qui se rendent à Laval privilégieront les routes départementales D31 et D23 et ne passeront pas par la D138.

D'un point de vue des transports en commun, la route D138 qui passe devant le projet n'est pas couverte par les réseaux de bus locaux (lignes 111 et 116-AD).




Enfin, dans le fichier en ligne « Diagnostic Climat Air Energie – CCBM » disponible sur le site de la Communauté de Commune Bocage Mayennais² dont fait partie Châtillon sur Colmont, on voit les aires de covoiturage recensées par le Conseil Départemental sur la zone et on constate qu'aucun trajet entre deux aires de covoiturage privilégierait un trajet passant devant le projet étant donné que le trajet privilégié passerait par des axes plus importants. L'aire de covoiturage la plus proche est à Mayenne qui est desservie par des axes plus importants.

² https://www.bocage-mayennais.fr/bocage-mayennais_au-quotidien_environnement-et-developpement-durable_le-plan-climat-air-energie-territorial-pcaet.phtml

➤ **La pratique du covoiturage**


Afin de favoriser la pratique du covoiturage et augmenter le taux d'occupation des véhicules, des aires de covoiturage ont été développées par le département.

Une réflexion est également en cours à l'échelle départementale afin de proposer une unique application aux covoitureurs.



Aerial map of Mayenne showing numerous blue carpooling icons scattered across the landscape.

Les aires de covoiturage du Mayenne (Source : CDES)



87

Compte tenu de ces éléments, l'arrêté commet une erreur manifeste d'appréciation en soumettant le projet de construction d'une volière photovoltaïque à étude d'impact.

En définitive, pour les raisons ci-dessus listées, l'arrêté du 6 février 2023 par lequel vous soumettez le projet de construction de volière de Monsieur JEHAN à étude d'impact est entaché d'illégalité de sorte qu'il doit être annulé et est insuffisamment motivé et doit être en conséquence rapporté.

Vous devez en conséquence régulariser la situation et délivrer un arrêté exonérant d'étude d'impact le projet de construction ci-dessus visé.

Je vous remercie pour l'attention que vous porterez à la demande de Monsieur JEHAN qui je l'espère vous permettre de revoir votre décision.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, d'agréer mes respectueuses salutations.

Pièces jointes :

Pièce n°1 - Arrêté du 6 février 2023


Pièce n°2 : Etude réalisée par le bureau AGGRA

Pièce n°3 : Etude réalisée par le bureau AQUASCOP

Pièce n°4 Notice sur la gestion des eaux pluviales

Monsieur Thomas De MOUSSAC

4/7/2023

DocuSigned by:

5AADF7B3849D4B4...